



**PRÉFET  
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7 rue Léo Lagrange  
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 20/09/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**HIRSCH**

3 rue du Torpilleur Sirocco  
63300 Thiers

Références : [20240918-RAP-63-0915-Hirsch Thiers\\_Vs.odt](#)  
Code AIOT : 0005600398

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2024 dans l'établissement HIRSCH implanté 3 rue du Torpilleur Sirocco 63300 Thiers. L'inspection a été annoncée le 04/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Mis en conformité des moyens de lutte et défense incendie :

- suites et suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°20221685 du 16 novembre 2022 (non respect des prescriptions sur les moyens de lutte et défense incendie) ;
- les suites de l'inspection du 23 janvier 2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HIRSCH
- 3 rue du Torpilleur Sirocco 63300 Thiers
- Code AIOT : 0005600398
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société HIRSCH est autorisée à exploiter un site de stockage et de récupération de déchets de métaux ferreux et non ferreux provenant des entreprises locales, artisans et particuliers du secteur.

## Thèmes de l'inspection :

- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	sécurité incendie	AP de Mise en Demeure du 06/04/2022, article 2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	exercice	Arrêté Ministériel du	Demande de justificatif à	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	défense incendie	22/12/2023, article 6	l'exploitant	
7	plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
8	stockage des moteurs	Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 7.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	10 jours
9	suivi des rejets	Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 4.3.8	Demande d'action corrective Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 7.5.6.2	Demande d'action corrective	10 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	stock de déchets dangereux	AP Complémentaire du 10/03/2021, article 1.2	Sans objet
2	stockage des batteries	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.6	Sans objet
3	sécurité incendie	Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 7.5.3	Sans objet
5	formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 7.3.6	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra mettre en place un plan d'actions correctives :

### 1/ volet sécurité incendie

- mettre en place un système de détection automatique sous 3 mois et transmettre le devis accepté sous 1 mois (suivi de l'AP de Mise en Demeure du 06/04/2022) ;
- se mettre en conformité sur la complétude du plan de défense incendie et le transmettre sous 6 mois aux - services du SDIS (évolutions réglementaires) ;
- programmer un exercice défense incendie d'ici 6 mois ;
- mettre en place un registre de vérification de bon fonctionnement des unités mobiles sous 1 mois (traçabilité).

### 2/ suivi des rejets aqueux

- réaliser une autre campagne d'analyses des rejets (VLE sur les hydrocarbures à respecter) ;

### 3/ actions immédiates :

mettre les dispositions organisationnelles et techniques :

- vider la rétention du cassier de stockage moteurs usagés
- gestion des envols ou déchets du bassin de rétention

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : stock de déchets dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 10/03/2021, article 1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, quantité DID
<b>Prescription contrôlée :</b> 2718 régime Autorisation Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à une tonne : 25 tonnes maximum
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, le stock de batteries est évalué à moins de 20 tonnes ds batteries au plomb. Ce stock est inférieur au seuil autorisé de 25 tonnes. Les batteries au lithium ne sont pas acceptées sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : stockage des batteries**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conditions de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> Opérations de tri et conditionnement des déchets Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de . Les piles ou batteries usagées au lithium sont séparées des autres piles et leur entreposage est réalisé dans des fûts ou conteneurs fermés, étanches à l'humidité, résistant à la pression en cas d'échauffement et conformes à la réglementation relative au transport de matières dangereuses).
<b>Constats :</b> conforme L'aire de regroupement des batteries est distincte de celle des autres déchets, et respecte une distance d'éloignement d'au moins 2 mètres par rapport aux autres aires de stockage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : sécurité incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, moyens de lutte et défense incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Référence réglementaire : : Article 7.5.3 - AP 23/10/2006 Ressources en eau et mousse L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"><li>• des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;</li><li>• des robinets d'incendie armés en nombre suffisant et judicieusement localisés de manière à ce que chaque point du dépôt puisse être couvert par au moins 2 jets. Ils sont utilisables en période de gel ;</li><li>• un système de détection automatique d'incendie installé dans les locaux de l'établissement ;</li><li>• des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.</li></ul> 2 poteaux d'incendie constituant la ressource en eau incendie extérieure à l'établissement adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. L'exploitant s'assure de leur disponibilité opérationnelle permanente.
<b>Constats :</b> Extincteurs contrôlés par ESI en décembre 2023 Poteaux incendie (débits conformes en janvier 2022)

Deux unités mobiles de 1ere intervention (mise en service en 2024)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : sécurité incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 06/04/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, absence de dispositifs RIA et détection automatique
<b>Prescription contrôlée :</b> respect de la MED du 06/04/2022
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a mis en place deux dispositifs Unité mobile de Première intervention (fonction RIA dans le cas présent) ; l'exploitant devra mettre en place un registre de suivi du matériel avec une <b>périodicité de contrôle sous 1 mois (traçabilité écrite).</b></p> <p>Les services de l'inspection ont demandé à l'exploitant de mettre en place un système de détection automatique dans le bâtiment de stockage des déchets, conformément à l'article Article 7.5.3 - Ressources en eau et mousse du l'AP du 23/10/2006. Cette prescription a été reprise dans l'AP de mise en demeure du 6/04/2022.</p> <p>En séance, l'exploitant a présenté en séance, un devis concernant l'installation de 4 caméras thermiques pour la surveillance de départ de feu, avec renvoi d'alarme à la télésurveillance de central d'intrusion. Il appartient à l'exploitant de mettre en place le système de détection automatique opérationnel sous 3 mois.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>transmettre le devis accepté concernant l'installation du système de détection sous 1 mois et le justificatif de mise en place sous 3 mois ;</b></li> <li>• <b>mettre en place un registre de vérification de bon fonctionnement des unités mobiles sous 1 mois (périodicité de contrôle à définir).</b></li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : formation du personnel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 7.3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, formation
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.</p> <p>cette formation comporte notamment : toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques, et opérations de fabrication mises en œuvre, les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes, des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité, un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci, une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.</p>

<b>Constats :</b> Une formation à l'utilisation des extincteurs a été organisée avec le prestataire AVF protection en 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : exercice défense incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, formation et exercice
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.
<b>Constats :</b> L'exploitant devra organiser un exercice de défense incendie sous 6 mois et transmettre le justificatif (le compte rendu devra intégrer le retour d'expérience).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>Organiser un exercice de défense incendie sous 6 mois et transmettre le compte-rendu à l'inspection.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 7 : plan de défense incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, plan de défense incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Plan de défense contre l'incendie. L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours
<b>Constats :</b> L'exploitant devra compléter son plan de défense incendie et le transmettre aux services du SDIS du secteur.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>Transmettre une copie du plan de défense incendie sous 6 mois</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 8 : stockage des moteurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 7.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conditions de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> cassier de stockage des moteurs usagés
<b>Constats :</b>

La rétention constituée par le cassier de stockage des moteurs dépollués était en partie pleine d'eau. Celle-ci devra être vidée sous 10 jours.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>Transmettre le bordereau d'intervention relatif à la vidange de la rétention du casier de stockage des moteurs dépollués (justificatif) sous 10 jours</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 10 jours

**N° 9 : suivi des rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 4.3.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, suivi des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> Référence réglementaire : Article 4.3.8 - AP 23/10/2006 Eaux pluviales susceptibles d'être polluées Une mesure des concentrations des différents polluants, dont les frais sont à la charge de l'exploitant, sera effectuée tous les 3 mois la première année puis annuellement. Ce contrôle sera réalisé par un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement et communiqué à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Les dernières analyses réalisées le 11 avril 2024 ont été transmises aux services de l'inspection. L'article 4.3.8, de l'AP liste les paramètres à contrôler : <ul style="list-style-type: none"> <li>• pH (NFT 90-008) compris entre 5,5 et 8,5</li> <li>• température (NFT 90-100) &lt; 30 °C</li> <li>• Hydrocarbures totaux (NFT 90-114) &lt; 10 mg/l</li> <li>• Plomb &lt; 0,5 mg/l</li> <li>• Matières en Suspension : 100 mg/l</li> <li>• DBO5 (sur effluent non décanté) : 100 mg/l</li> <li>• DCO (sur effluent non décanté) : 300 mg/l</li> </ul> <p>Les résultats sont conformes pour l'ensemble des paramètres sauf pour les Hydrocarbures totaux (<b>16mg/l</b> pour une VLE de 10mg/l)</p> <p>L'exploitant devra prendre des dispositions techniques pour respecter la valeur limite sur les Hydrocarbures totaux (programmer un nettoyage du débourbeur sous un mois) et réaliser une autre campagne de mesures sous 3 mois.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> - Prendre des dispositions techniques pour respecter la valeur limite sur les Hydrocarbures totaux (programmer un nettoyage du débourbeur sous un mois) - Réaliser une nouvelle campagne de mesures sous 3 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 10 : bassin de confinement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2006, article 7.5.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, bassin
<b>Prescription contrôlée :</b> Le flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des sols et des aires de stockage et l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction ) sont collectés dans un bassin de confinement étanche aux produits collectés et

d'une capacité minimale de 700 m3. Ces eaux transitent par une unité de traitement avant rejet vers le milieu naturel. Les organes de commande nécessaire à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. En outre, ils doivent être périodiquement testés.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, quelques déchets ou envols flottent en surface. L'exploitant devra prendre les dispositions organisationnelles pour enlever les déchets ou envols qui flottent en surface.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>Enlever les déchets en surface du bassin de confinement (envols) sous 10 jours</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 10 jours